

Bref rapport sur les Workshops+, Berne, 21-24 juin 2021

1 Contexte

Movetia a organisé du 21 au 24 juin à Berne, sur mandat du SEFRI, de la CDIP et de l'OFAS, des ateliers baptisés « Workshops+ » (WS+) pour évaluer le potentiel qu'aurait une éventuelle association de la Suisse à Erasmus+. Ont pris part à ces ateliers les principaux acteurs des six secteurs ou domaines de formation couverts par le programme (enseignement scolaire, formation professionnelle, enseignement tertiaire, formation des adultes, jeunesse et sport). Ces ateliers visaient également renforcer le dialogue entre les parties prenantes et le SEFRI, la CDIP et l'OFAS.

Les personnes présentes ont reçu, en mars 2021, un document de préparation sur les activités concernées par le programme et des scénarios de développement possibles, avec les questions suivantes : avec quelle ampleur et quelle rapidité les activités (mobilité et coopération) pourraient-elles être renforcées? Quelles conditions devraient être remplies ? Quelles mesures devraient être mises en œuvre ? Les WS+ ont été l'occasion pour les personnes présentes en ligne et sur place de discuter de ces questions et d'apporter leur point de vue.

2 Une augmentation significative des activités grâce à Erasmus+

Dans les domaines de **l'enseignement tertiaire**, de la **formation des adultes**, de **l'animation jeunesse extrascolaire** et du **sport**, le potentiel pour une adhésion rapide à Erasmus+ et une croissance rapide des activités existe. Personne ne conteste la valeur ajoutée de la collaboration internationale et la grande majorité des institutions disposent de bons réseaux internationaux, surtout en Europe. Les institutions suisses de ces domaines pourraient rapidement endosser un rôle plus actif en cas d'association à Erasmus+. Dans ces WS+, le credo a été : « nous pouvons faire aussi bien (voire mieux) que l'Autriche. »

Pour les projets de mobilité (fonds gérés de manière décentralisée par la Suisse), il ne fait aucun doute que le budget disponible sera exploité au maximum. L'intérêt suisse pour les fonds destinés à des projets de coopération gérés de manière décentralisée et les instruments d'encouragement gérés par Bruxelles (surtout pour l'enseignement tertiaire) est grand, et les chances de participer à des projets dotés de fonds importants seraient bonnes car les institutions suisses sont très compétitives.

Les acteurs et actrices participant aux WS+ ont montré de façon convaincante comment les activités pourraient être accrues et ont, entre autres, présenté des mesures réalistes. Par exemple, les institutions européennes devraient veiller à réserver des places aux hautes écoles suisses dans les consortiums d'universités européennes. Dans le secteur du sport, les organismes suisses pourraient agir rapidement grâce à leur excellent réseau et à leur bonne réputation. Les organisations faitières de l'animation jeunesse disposent d'un réseau remarquable en Europe et les organisations qu'elles regroupent pourraient rapidement diriger des projets. De plus, les acteurs jusqu'ici peu actifs, par exemple les écoles supérieures et les acteurs de la formation des adultes, offrent un potentiel prometteur. Les représentant-e-s de l'enseignement tertiaire attirent l'attention sur le fait que les hautes écoles n'investiront pas abondamment dans des ressources si la Suisse n'est pas associée à Erasmus+. Ils et elles attendent du monde politique une stratégie convaincante visant à mettre un terme aux périodes transitoires et à faire adhérer la Suisse au programme européen.

Dans le domaine de la **formation professionnelle**, le potentiel pour une adhésion rapide à Erasmus+ et une bonne exploitation du budget – surtout pour la mobilité, mais aussi pour les projets de coopération gérés de manière décentralisée en Suisse – existe. Le programme Erasmus+ offre en effet une flexibilité suffisante pour la Suisse et son système de formation dual, ce d'autant que différentes possibilités d'encouragement sont disponibles (mobilité longue ou courte, avant ou juste après la formation). La solution suisse a permis d'accroître significativement les activités de mobilité au cours des dernières années, mais il est possible de faire encore beaucoup mieux.

En ce qui concerne les instruments d'encouragement gérés de manière centralisée à Bruxelles, dont la démarche est concurrentielle, la probabilité est grande que les établissements suisses participent à l'un ou l'autre projet financièrement fortement doté, car les institutions et le système de formation suisses sont généralement très attractifs et compétitifs. Les acteurs en Suisse se montrent déjà très intéressés et sont disposés à fortement s'impliquer.

Dans le secteur de l'**enseignement scolaire**, la croissance des activités serait au départ probablement plus timide que dans les autres domaines, car la valeur de la collaboration internationale et les possibilités offertes sont encore peu comprises à différents niveaux. Le canton de Neuchâtel a toutefois montré lors de l'atelier comment il était possible d'obtenir un effet important, surtout pour la mobilité, avec peu de soutien. La Suisse étant renommée pour la qualité de son enseignement scolaire, elle devrait en principe trouver assez facilement des institutions partenaires pour mettre en place des projets de mobilité et de coopération; une intervenante externe, qui dirige le bureau européen de la direction de l'enseignement de Vienne, a mis en valeur la structure autrichienne comme bonne pratique et insisté sur son souhait de collaborer plus étroitement avec la Suisse dans le cadre d'Erasmus+. Les institutions suisses devraient pouvoir participer à un nombre important de projets dont elles assumeraient ou non la coordination. Il est toutefois essentiel pour cela que la Suisse soit associée à Erasmus+, qui fait office de trait d'union et de réseau.

Les institutions suisses de formation, pour l'**ensemble des secteurs éducatifs**, sont considérées comme attractives dans toute l'Europe. En cas d'adhésion, cela permettrait à de nombreuses institutions suisses de s'impliquer dans des projets qu'elles ne coordonneraient pas et qui seraient gérés de manière centralisée à Bruxelles ou décentralisée dans d'autres pays du programme Erasmus+. Grâce au soutien financier compensatoire que garantit Erasmus+, la Suisse serait aussi très attractive pour la mobilité entrante (subventions plus élevées).

Les instruments de coopération gérés au niveau national (partenariats de coopération et partenariats à petite échelle) nécessiteraient une promotion et une aide au démarrage plus importantes que la mobilité, surtout pour les institutions dépourvues d'expérience. Toutefois, la faible concurrence au début devrait influencer positivement le nombre de projets soumis et permettre ainsi une bonne exploitation du budget.

Fondamentalement, les acteurs suisses actifs au niveau transversal tels que les autorités cantonales, les villes, les communes, les regroupements régionaux, les Living Labs où coopèrent secteur public et secteur privé, ainsi que les acteurs situés aux interfaces, par exemple ceux de la formation professionnelle et de la formation des adultes, recèlent un potentiel inexploité. En Europe, ces acteurs recourent assez systématiquement à Erasmus+ pour des activités de mobilité et de coopération.. Cet écart devrait être comblé en Suisse. Les membres des réseaux européens comme EARLALL montrent régulièrement qu'ils souhaiteraient collaborer avec les institutions suisses dans le cadre d'Erasmus+.

3 Contribution de Movetia à l'accroissement des activités

Movetia soutiendra les acteurs dans l'accroissement de leurs activités, tant de manière globale que par des mesures spécifiques ou sectorielles. Les principales mesures identifiées dans les WS+ auxquelles Movetia peut contribuer et qu'elle devrait mettre en œuvre à l'avenir sont les suivantes :

1. Campagne de communication nationale pour un « changement culturel » : sensibilisation à la valeur ajoutée des séjours à l'étranger et de la coopération internationale.
2. Promotion de toutes les offres d'Erasmus+, et ce le plus possible sur le terrain, au contact direct des personnes («colportage»), en collaboration avec les principales parties prenantes

- (promotion limitée pour le moment, surtout parce que la Suisse est un Etat tiers non associé à Erasmus+)
3. Mesures de soutien : aide à la création d'un réseau et à la recherche d'institutions partenaires (par exemple organisation et soutien de Transnational Cooperation Activities [TCA]), aide à la demande lorsqu'il s'agit d'instruments gérés de manière centralisée, etc.
 4. Aide à la mise en place de structures de soutien et de coordination des échanges, de la mobilité et des coopérations au niveau infranational (Euresearch, bureaux européens centralisés ou décentralisés, etc.)
 5. Coordination des acteurs et actrices : aide à la concrétisation des mesures identifiées au cours des WS+ au niveau politique et institutionnel

De nombreuses activités sont déjà en cours de préparation (par exemple campagne de communication). L'association à Erasmus+ permettrait par ailleurs à Movetia d'accéder au savoir-faire relationnel (manière de trouver des partenaires pour des projets) et aux réseaux (endroits où il y a des institutions intéressées et intéressantes) des autres pays ainsi qu'aux services de communication de la Commission européenne. Enfin, l'accès aux TCA et aux plateformes de réseautage telles qu'eTwinning et Erasmus Without Paper serait capital pour mettre les institutions suisses en réseau avec leurs pairs européens.

Parallèlement, les cantons (entre autres via la CDIP), la Confédération et les organisations du monde du travail ont une influence décisive sur les conditions cadres et les mesures d'incitation et de normalisation au niveau des structures et des programmes de formation. L'ancrage institutionnel des activités de mobilité et de coopération dans les plans d'études et les programmes d'enseignement scolaire ou professionnel est lui aussi un facteur déterminant pour la réalisation de l'ambition d'augmenter les activités.

4 L'association à Erasmus+ permettrait l'accès à un volume de projets substantiel

Au terme des WS+, il reste difficile de prédire le niveau d'exploitation du budget et le degré de succès qui sera obtenu dans la compétition internationale pour l'obtention de fonds. Si les participant-e-s aux WS+ peuvent identifier et estimer leurs activités de mobilité, ils et elles sont nombreux-euses à manquer de connaissances et d'expérience concernant les formats de coopération d'Erasmus+. De ce fait, il reste malaisé d'estimer très précisément le développement des activités.

Compte tenu des résultats des WS+ ainsi que des informations relatives à l'Autriche pour la période 2014-2020 et aux budgets 2021 et 2022 pour l'Autriche et d'autres pays, nous partons du principe **que l'association à Erasmus+ permettrait à la Suisse, avec la performance qu'on identifie, de participer à des projets financés à hauteur de EUR 850 à 950 millions (CHF 930 millions à CHF 1 milliard) au total entre 2023 et 2027** grâce à son exploitation optimale des fonds gérés de manière décentralisée et à ses succès dans la compétition pour l'obtention des fonds gérés de manière centralisée (Illustration 1)¹. Avec ces chiffres, la Suisse se situerait, entre 2023 et 2027, plus ou moins dans la fourchette financière dans laquelle l'Autriche a opéré entre 2014 et 2020, lorsque le budget total alloué à Erasmus+ était plus faible. Nous avons procédé à un calcul assez prudent². Il est probable que la Suisse accèderait à un volume de projets encore plus important qui pourrait de nouveau être amplifié une fois la phase de mise en place terminée.

¹ Les détails concernant le calcul peuvent être obtenus auprès de Movetia sur demande.

² Les coûts difficilement chiffrables de la mise en réseau et, inversement, les coûts de la marginalisation ne sont pas non plus inclus dans le calcul.

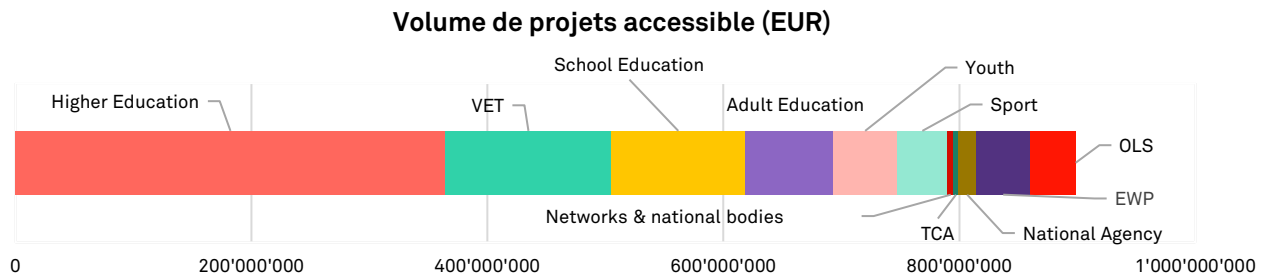


Illustration 1: Estimation du volume de projets auxquels la Suisse pourrait participer en cas d'association à Erasmus+

Nous sommes partis du principe que le montant que la Suisse devrait déboursier pour participer à Erasmus+ sera défini principalement sur la base du rapport entre son produit intérieur brut et celui de l'Union européenne. Sans prendre en compte une éventuelle marge de manœuvre dans les négociations, nous évaluons le prix de ce billet d'entrée à approximativement EUR 900 millions. En conclusion, la participation de la Suisse à Erasmus+ paraît tout à fait intéressante pour celle-ci, même sur le plan financier.

zu

Annexe

Vue d'ensemble des instruments d'Erasmus+ et des outils de gestion

Erasmus+

